

Discours du Secrétaire général parlementaire de l'APF, Pascal Terrasse, à la séance d'ouverture de la conférence parlementaire francophone sur les changements climatiques

28 mai 2014 - Brazzaville

Monsieur le Président de la République,
Monsieur le Président de l'Assemblée nationale, Monsieur le Président
du Sénat de la République du Congo,
Messieurs les Présidents d'Assemblée et Présidents de sections de l'APF,
Chers collègues parlementaires,
Mesdames, Messieurs,

Je vous souhaite la bienvenue à la *Conférence parlementaire francophone sur les changements climatiques*, organisée par l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, l'Institut de la Francophonie pour le développement durable et l'Assemblée nationale du Congo.

Je tiens avant tout à remercier nos hôtes congolais, mon ami, Justin Koumba, Président de l'Assemblée nationale, de leur merveilleuse hospitalité. Nous sommes reconnaissants à l'ensemble des parlementaires et du personnel du parlement congolais qui ont travaillé d'arrache pied à la préparation de cette rencontre.

Je tiens bien évidemment à saluer tout particulièrement le Président de la République du Congo, M. Denis Sassou Nguesso, que je rencontrerai dans la journée. J'aurai ainsi l'occasion de discuter avec lui des engagements qu'il pourrait porter lors de la Conférence de Paris.

La Francophonie s'est investie sur les stratégies de développement durable depuis maintenant 30 ans. Forte de ses valeurs de dialogue et de solidarité, elle est en quelque sorte devenue un laboratoire de ces questions. L'APF s'est engagée dans cette voie en apportant sa valeur ajoutée auprès des parlementaires, avec sa Commission coopération et développement et le travail en commun mené avec l'IFDD.

Notre réunion d'aujourd'hui est assurément l'un des événements les plus importants de l'APF cette année.

Car les dérèglements climatiques figurent au premier rang des priorités internationales. Ils sont considérés comme la menace la plus grave pour les écosystèmes mondiaux et le développement de l'humanité. Et la plupart des parlements s'en sont saisis.

Le dernier rapport du GIEC qui vient de paraître, ne laisse plus aucun doute : si nous n'agissons pas, la planète connaîtra, avant la fin du siècle, un réchauffement climatique supérieur à 3° voire à 4°C avec ce que l'on sait des dérèglements en chaîne qui s'en suivront : canicules, inondations, sécheresses, bouleversement des écosystèmes, perte de la biodiversité. Ce n'est pas une virtualité, c'est aujourd'hui plus qu'une probabilité, une certitude, si nous ne faisons rien.

Avons-nous bien mesuré l'impact pour notre santé, notre sécurité si ce scénario venait à se confirmer ? Avons-nous bien appréhendé les conséquences sur les flux migratoires de populations qui viendront là où elles peuvent encore se nourrir, là où elles peuvent encore accéder à l'eau ou éviter des catastrophes ? A-t-on bien évalué ce que signifiera le partage des richesses à l'horizon de trois ou quatre décennies ? A-t-on bien établi le lien entre ce risque de catastrophes et les conditions mêmes du maintien de la paix ? Comment ne pas comprendre que le creusement des inégalités entre les plus riches et les plus pauvres constitue à l'échelle du monde un risque majeur ? Comment rester impassible face aux atteintes irréversibles à la biodiversité ? Comment laisser croître notre dette écologique envers les autres ?

J'ajouterai une belle citation d'Antoine de Saint Exupéry :
« Nous n'héritons pas de la terre de nos ancêtres, nous l'empruntons à nos enfants. »

Il y a donc urgence, mais il n'y a pas fatalité. Des solutions existent. Elles passent par l'adaptation de nos modèles économiques aux exigences du développement durable et par l'accélération de la transition énergétique.

Ces défis appellent un sursaut à l'échelle internationale. La France a décidé de s'engager. Elle accueillera, comme vous le savez, la Conférence Climat en 2015.